

*Initiatives ministérielles*

La prochaine fois qu'elle posera une question, pourrait-elle nous dire ce qu'elle avait l'intention de faire pour éliminer le déficit en trois ans? Elle n'aurait pas seulement gelé les augmentations, mais elle aurait réduit les salaires de ces gens, et elle le sait très bien. Elle serait alors encore plus critiquée.

**M. Jim Gouk (Kootenay-Ouest—Revelstoke):** Monsieur le Président, je voudrais faire un bref commentaire. Le député d'en face sait très bien où le Parti réformiste ferait ses réductions, car on en a beaucoup parlé.

Le ministre serait-il prêt à modifier son projet de loi pour que les augmentations soient payées si le Parti réformiste lui montrait comment épargner deux dollars pour chaque dollar que cela coûte sans qu'il n'y ait de perte d'emploi?

**M. Milliken:** Monsieur le Président, le Parti réformiste aime parler des mesures qu'il prendrait dans son programme de réduction. D'après les chiffres, il réduirait les dépenses du gouvernement de 18 milliards de dollars et grâce à cette réduction, ramènerait le déficit à zéro en trois ans.

Le déficit s'élève actuellement à 45 ou 47 milliards de dollars. Peu importe le montant exact, il est très élevé, et en soustraire 18 milliards de dollars le ramènerait à environ 28 milliards de dollars. D'où vient cet autre montant de 28 milliards de dollars? Ce chiffre, c'était de la frime, tout comme le document que le Parti réformiste a présenté au cours de la campagne électorale. J'invite les députés à nous dire la vérité. Où était-il question des 45 milliards de dollars? Car c'est là le montant du déficit. Jamais le Parti réformiste n'a mentionné ce chiffre, et jamais il ne le fera.

**Le vice-président:** Il reste environ trois minutes à partager entre les deux députés.

**M. Gouk:** Monsieur le Président, cela ne va pas me prendre aussi longtemps pour vous démontrer que la question qui a été posée est un canular.

Le secrétaire parlementaire sait très bien qu'une grande partie de la réduction du déficit était due à une croissance de notre économie, calculée à l'aide d'un chiffre inférieur à celui que le ministre des Finances de l'époque avait proposé, un chiffre qui était compatible avec celui que le gouvernement libéral utilise actuellement et qui était basé sur un déficit réel et non sur un déficit calculé à partir de facteurs extraordinaires ajoutés au budget pour le faire paraître pire qu'il ne l'est en réalité.

**M. Milliken:** Monsieur le Président, le député peut dire ce qu'il veut. Le déficit budgétaire annoncé par M. Mazankowski l'an dernier était, sauf erreur, de 35 milliards de dollars. Disons qu'il était de 35 milliards de dollars. Que le député enlève 18 de 35, il verra à quel chiffre il arrive. Personnellement, j'arrive à 17 milliards de dollars. Où trouver 17 milliards de réductions? La question est la même. C'est seulement une question de chiffres. Quoi qu'il en soit, 17 milliards, c'est 17 milliards. Peut-être que ce chiffre aurait dû être de 25 milliards. Je n'en sais rien. Ce que je demande, c'est où trouver 17 milliards de dollars de réductions.

Le Parti réformiste n'en avait aucune idée. Il n'en a toujours aucune idée. Nous ne saurons jamais où les réformistes entendaient faire des réductions, car je prédis que le jour où le Parti réformiste le saura, il sera caduc.

[Français]

**Le vice-président:** Nous reprenons le débat. Je devrais peut-être indiquer au député de Lévis qu'il reste à peu près dix minutes de débat.

**M. Antoine Dubé (Lévis):** Monsieur le Président, je vais faire mon possible en dix minutes.

Le projet de loi C-17, qui doit mettre en application certaines dispositions du Budget, nous révèle le vrai visage de l'actuel gouvernement. En effet, les représentants du gouvernement libéral se sont fait élire en dénonçant les politiques injustes du gouvernement conservateur qui ont eu pour effet de creuser davantage l'écart qui existait entre les riches et les pauvres, de même que l'écart entre les anglophones et les francophones, comme on a pu le constater cette semaine par une étude qui a démontré que cet écart existe partout, sauf au Québec.

● (1335)

Mais aujourd'hui, nous voyons une fois de plus comment les espoirs de justice, de dignité et d'équité entretenus par la population sont de nouveau bafoués allègrement par des politiciens qui, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, dénonçaient ceux qui faisaient antérieurement la même chose qu'eux aujourd'hui.

Une fois de plus, on s'attaque aux plus démunis, aux plus mal pris de la société. Une analyse faite récemment par trois experts du Département des sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal révélait que 60 p. 100 de la baisse annoncée du déficit fédéral, dans le présent Budget, serait supportée par les chômeuses et les chômeurs au Canada. Il s'agit d'une mesure tout à fait inéquitable puisque le gouvernement forcera les plus démunis à assurer la plus grande partie du fardeau d'assainissement des finances publiques.

Abaisser le nombre de semaines de prestations tout en augmentant le nombre de semaines de travail pour y avoir droit n'attaque pas que les fraudeurs et les profiteurs du système, mais cette mesure a surtout pour effet de s'en prendre à l'immense majorité des chômeurs et chômeuses qui ont perdu bien involontairement leur emploi et qui sont maintenant dans des conditions économiques de plus en plus difficiles.

Ces compressions dans le filet de la sécurité des travailleuses et des travailleurs affectera aussi des régions et des provinces entières déjà durement touchées par la récession. En faisant cela, le ministre des Finances refile la facture aux provinces en dirigeant plus rapidement les chômeurs vers l'aide sociale.

Selon les propres chiffres du ministère des Ressources humaines, ces compressions fédérales représenteront pour le gouvernement du Québec une charge additionnelle de 65 à 135 millions de dollars au chapitre de l'aide sociale. Au total, les prestations versées aux chômeurs et chômeuses du Québec seront réduites de 735 millions en 1994-1995.